

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

18 juillet 2012

PROPOSITION DE RÉOLUTION

**visant à lutter contre la discrimination
à l'égard des holebis en Ouganda**

(déposée par M. Bruno Tuybens)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

18 juli 2012

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

**ter bestrijding van holebi-discriminatie
in Oeganda**

(ingediend door de heer Bruno Tuybens)

N-VA	:	Nieuw-Vlaamse Alliantie	
PS	:	Parti Socialiste	
MR	:	Mouvement Réformateur	
CD&V	:	Christen-Democratisch en Vlaams	
sp.a	:	socialistische partij anders	
Ecolo-Groen	:	Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen	
Open Vld	:	Open Vlaamse liberalen en democraten	
VB	:	Vlaams Belang	
cdH	:	centre démocrate Humaniste	
FDF	:	Fédéralistes Démocrates Francophones	
LDD	:	Lijst Dedecker	
MLD	:	Mouvement pour la Liberté et la Démocratie	

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkortingen bij de nummering van de publicaties:	
DOC 53 0000/000:	Document parlementaire de la 53 ^e législature, suivi du n° de base et du n° consécutif	DOC 53 0000/000:	Parlementair document van de 53 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA:	Questions et Réponses écrites	QRVA:	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV:	Version Provisoire du Compte Rendu intégral (couverture verte)	CRIV:	Voorlopige versie van het Integraal Verslag (groene kaft)
CRABV:	Compte Rendu Analytique (couverture bleue)	CRABV:	Beknopt Verslag (blauwe kaft)
CRIV:	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes) (PLEN: couverture blanche; COM: couverture saumon)	CRIV:	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen) (PLEN: witte kaft; COM: zalmkleurige kaft)
PLEN:	Séance plénière	PLEN:	Plenum
COM:	Réunion de commission	COM:	Commissievergadering
MOT:	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT:	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

Publications officielles éditées par la Chambre des représentants		Officiële publicaties, uitgegeven door de Kamer van volksvertegenwoordigers	
Commandes: Place de la Nation 2 1008 Bruxelles Tél. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.lachambre.be e-mail : publications@lachambre.be		Bestellingen: Natieplein 2 1008 Brussel Tel. : 02/ 549 81 60 Fax : 02/549 82 74 www.dekamer.be e-mail : publicaties@dekamer.be	

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

L'un des principaux droits fondamentaux est le principe de non-discrimination en vertu duquel tout individu jouit de libertés et de droits fondamentaux reconnus par divers instruments internationaux. Ainsi, nul ne peut être discriminé sur la base de sa race, de sa religion, de son origine ethnique, de sa conception philosophique ou de son orientation sexuelle.

La situation est toutefois préoccupante pour de nombreux holebis et transgenres, que nous appellerons ci-après la communauté LGBT (LGBT, pour "Lesbienne, Gay, Bisexuelle et Transgenre"), dans une grande partie du monde. Selon les chiffres les plus récents (mai 2012) publiés par l'ILGA, qui est l'organisation faîtière internationale des associations de holebis et de transgenres, septante-huit pays de par le monde incriminent les pratiques homosexuelles. Dans cinq pays, l'homosexualité est même passible de la peine de mort.

Selon l'organisation *Human Rights Watch*, une peine d'emprisonnement pour les hommes homosexuels est souvent synonyme en Afrique de peine de mort, car il n'est pas rare que ceux-ci aient à subir des agressions violentes et des actes de maltraitance sexuelle de la part de leurs codétenus.

SITUATION ACTUELLE DES LGBT EN OUGANDA

Ces dernières années, des organisations de défense des droits de l'homme telles qu'*Amnesty International* et *Human Rights Watch* ont constaté en Ouganda une augmentation du nombre d'actes de discrimination, d'arrestations arbitraires, de détentions illégales et de maltraitements sur la base de l'orientation sexuelle et de l'identité de genre. Des militants de la communauté LGBT sont de plus en plus souvent victimes d'intimidations et de violences. La haine à l'égard des homosexuels n'est pas une nouveauté en Ouganda, mais, depuis peu, les différents médias se livrent à une surenchère dans leur chasse aux sorcières envers les holebis. En octobre 2010, le tabloïd ougandais *Rolling Stone* publiait un article intitulé "*Hang them*" qui révélait le nom et l'adresse de cent homosexuels.

L'un d'entre eux était David Kato, militant ougandais de la cause holebi, qui avait été reçu en mars 2010 par le Parlement belge. Celui-ci fut assassiné le 26 janvier 2011 dans sa maison de Mukono, près de Kampala. Ce fut un meurtre brutal perpétré à l'encontre d'un

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Eén van de belangrijkste grondrechten is het non-discriminatiebeginsel, op grond waarvan elk individu fundamentele rechten en vrijheden geniet die worden erkend door diverse internationale instrumenten. Hierbij mag geen enkel individu worden gediscrimineerd op grond van ras, godsdienst, etnische afkomst, levensbeschouwing of seksuele geaardheid.

Toch is de situatie van heel wat holebi's en transgenders, de hierna genaamde LGBT-gemeenschap (*Lesbian, Gay, Bisexual and Transgendered People*), in een groot deel van de wereld verontrustend. Volgens de meest recente cijfers (mei 2012) van ILGA, de internationale koepel van holebi's en transgendergroepen, criminaliseren wereldwijd 78 landen homoseksuele handelingen. In vijf landen riskeert men zelfs de doodstraf.

Volgens *Human Rights Watch* staat een gevangenisstraf voor homoseksuele mannen in Afrika vaak gelijk aan de doodstraf, aangezien ze daar vaak gewelddadige aanvallen en seksuele mishandeling door medegevangenen moeten doorstaan.

HUIDIGE SITUATIE VOOR LGBT'S IN OEGANDA

De laatste jaren stelden mensenrechtenorganisaties als *Amnesty International* en *Human Rights Watch* een stijgend aantal gevallen vast van discriminatie, willekeurige arrestaties, onwettige detentie, en mishandeling op basis van seksuele oriëntatie en genderidentiteit in Oeganda. Activisten van de LGBT-gemeenschap werden steeds vaker het slachtoffer van intimidatie en geweld. Homohaat is niet nieuw in Oeganda, maar de laatste tijd is er een opbod bezig tussen de verschillende media in hun heksenjacht tegen holebi's. In oktober 2010 was er de publicatie "*Hang Them*" in de Oegandese Tabloid *Rolling Stone*. Toen werden de naam en het adres van 100 homoseksuelen gepubliceerd.

Eén van hen was de Oegandese holebi-activist David Kato. De activist was in maart 2010 te gast in het Belgisch Parlement. Op 26 januari 2011 werd diezelfde David Kato vermoord in zijn huis in Mukono, nabij Kampala. Dit was een brutale moord op een vreedzame

militant pacifique des droits de l'homme. Ce terrible incident montre à quel point il est urgent de mener une action plus énergique.

À l'heure actuelle, l'Ouganda est en proie à des profonds troubles sociaux. Les autorités ont encore récemment fait appel à l'armée et à la police pour réprimer les manifestations (notamment contre la hausse des prix de l'énergie). Au moins neuf personnes ont perdu la vie à cette occasion. L'intervention violente des autorités contre les manifestations pacifiques des dernières semaines démontre donc que les droits de l'homme se réduisent comme peau de chagrin en Ouganda.

Sur le plan politique aussi, la discrimination à l'égard de la communauté LGBT fait rage. Le gouvernement se sert de la cible facile qu'est la communauté LGBT pour détourner l'attention des troubles sociaux. En effet, l'homosexualité est illégale en Ouganda depuis 1950 et l'instauration du "*Penal Code Act*". Elle est passible de peines pouvant aller jusqu'à quatorze années d'emprisonnement.

En octobre 2009, le parlementaire ougandais David Bahati, membre du parti de la majorité du président Museveni, a déposé une proposition de loi visant à limiter drastiquement les droits des holebis et des transgenres. En vertu de cette proposition de loi, les relations sexuelles entre des personnes de même sexe sont punies de la peine de mort, au même titre que les actes de terrorisme et de trahison. Les personnes qui refusent de dénoncer des personnes non hétérosexuelles auprès des autorités compétentes sont quant à elles passibles d'une peine de prison. La proposition de loi sanctionne également la "promotion des droits des homosexuels", ce qui met en péril le travail légitime fourni par le grand nombre de militants et d'organisations nationaux et internationaux qui s'engagent en faveur de la défense des droits de l'homme en Ouganda.

La proposition de loi déposée par M. Bahati a été vivement critiquée par l'Europe et les États-Unis. Le Parlement européen l'a condamnée dans une résolution du 17 décembre 2009. Début 2010, le président Obama a qualifié publiquement la proposition de loi de "détestable". De nombreux pays donateurs, dont la Suède, ont également fait pression pour que la proposition de loi soit retirée de l'ordre du jour.

Cette pression internationale a apparemment porté ses fruits, même si la proposition de loi n'a pas été complètement abandonnée, mais seulement gelée. En mai 2011, David Bahati l'a réinscrite à l'ordre du jour des travaux parlementaires. En effet, en Ouganda, une proposition de loi fait l'objet de trois "lectures" ou débats avant d'être mise aux voix.

mensenrechtenactivist. Dit vreselijke incident maakt duidelijk dat er dringend meer doortastende actie nodig is.

Momenteel zijn er grote sociale onlusten in Oeganda. De overheid zette recent nog het leger en de politie in om de demonstraties (over onder andere de stijgende energieprijzen) te onderdrukken. Daarbij kwamen tenminste negen mensen om. Het gewelddadig optreden van de overheid tegen vreedzame protesten van de afgelopen weken bewijst dan ook dat er steeds minder ruimte is voor mensenrechten in Oeganda.

Ook op politiek vlak wordt de discriminatie tegen de LGBT-gemeenschap opgevoerd. De regering wil zo de aandacht afleiden van de sociale onlusten. De LGBT-gemeenschap dient als gemakkelijke schietschijf. Homoseksualiteit is immers reeds illegaal in Oeganda sinds de invoering van de *Penal Code Act* in 1950. Er staan straffen op tot veertien jaar cel.

In oktober 2009 diende het Oegandese parlementslid David Bahati, lid van de meerderheidspartij van president Museveni, een wetsvoorstel in om de rechten van holebi's en transgenders drastisch in te perken. Dit voorstel bestraft seks tussen mensen van hetzelfde geslacht met de doodstraf, dezelfde sanctie als voor terrorisme en verraad. Ook personen die weigeren niet-hetero's te verklappen bij de bevoegde autoriteiten, kunnen een celstraf krijgen. Het wetsvoorstel maakt ook de "bevordering van homorechten" strafbaar. Dit brengt het legitieme werk van tal van nationale en internationale activisten en organisaties die zich inzetten voor de verdediging van de mensenrechten in Oeganda, in gevaar.

Dit wetsvoorstel van Bahati stuitte op fel protest vanuit Europa en de Verenigde Staten. Het Europees Parlement heeft op 17 december 2009 het Oegandese wetsvoorstel veroordeeld in een resolutie. President Obama heeft het wetsvoorstel begin 2010 publiekelijk als "hatelijk" bestempeld. Ook talloze donorlanden, waaronder Zweden, hebben druk uitgeoefend om het wetsvoorstel van de agenda te halen.

Deze internationale druk leek zijn effect niet gemist te hebben, al werd het wetsvoorstel niet helemaal afgevoerd, maar enkel bevroren. In mei 2011 plaatste David Bahati het opnieuw op de parlementaire agenda. Over een wetsvoorstel worden in Oeganda immers drie "lezingen", of debatten gehouden, vooraleer wordt gestemd over het voorstel.

L'annonce de cette deuxième inscription à l'ordre du jour a, elle aussi, donné lieu à de vives condamnations de la part de l'Union européenne. Tant le commissaire européen à la Coopération au développement, Andris Piebalgs, que le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères, Catherine Ashton, se sont publiquement exprimés contre l'homophobie. Catherine Ashton a appelé l'ensemble des pays à mettre fin à tous les actes de violence et à toutes les sanctions criminelles et violations des droits de l'homme à l'encontre d'individus en raison de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

Grâce à la pression internationale, l'examen de la proposition a été annulé au dernier moment le 11 mai 2011. Mais il est à craindre, une fois encore, que la proposition ne soit pas définitivement rayée de l'ordre du jour, mais qu'elle soit uniquement gelée. Entre-temps, durant la deuxième quinzaine du mois de mai 2011, un nouveau parlement a été installé et il se pourrait fort bien qu'il réinscrive la proposition de loi gelée à l'ordre du jour. En février 2012, la majorité parlementaire a à nouveau déposé une proposition de loi visant à punir de la peine de mort les relations sexuelles entre personnes du même sexe.

Outre ces discriminations légales, il ne faut pas oublier non plus les autres obstacles auxquels se heurte la communauté LGBT. Les homosexuels n'ont pratiquement pas accès aux soins de santé ni à un accompagnement. De plus, rares sont les endroits où ils peuvent se rencontrer en toute sécurité. L'Ouganda compte 1 200 000 personnes contaminées par le VIH. Le Rapport *Crane Survey* 2010 réalisé par l'Université Makerere, le PEPFAR et le ministère ougandais de la Santé publique révèle que les hommes qui ont des relations sexuelles avec d'autres hommes ont toujours un risque nettement plus élevé d'être contaminés par le VIH que leurs compatriotes hétérosexuels. Pour lutter efficacement contre le VIH/sida, il faut avant tout intensifier les efforts afin de faire reconnaître l'homosexualité et de lever les tabous en vigueur. Une condition fondamentale pour lutter contre le VIH/sida est de garantir un accès plein et entier à la prévention et aux soins de santé.

Le 20 mai 2012, le ministre ougandais de l'Éthique et de l'Intégrité, Simon Lokodo, a annoncé que l'Ouganda comptait interdire 38 organisations non gouvernementales (ONG) qui, selon ce pays, "font la promotion" de l'homosexualité. D'après Lokodo, la liste reprend à la fois des organisations ougandaises et des organisations internationales.

Ook bij de bekendmaking van deze tweede agendering kwamen er scherpe veroordelingen vanuit de Europese Unie. Zowel EU commissaris voor Ontwikkelingssamenwerking, Andris Piebalgs, als de voorzitter van de Europese Raad, Herman Van Rompuy, en de Hoge Vertegenwoordiger voor het Externe Beleid van de EU, Catherine Ashton, hebben zich publiekelijk uitgesproken tegen homofobie. Ashton heeft alle landen opgeroepen om een einde te maken aan alle geweld, criminele sancties en mensenrechtenschendingen tegen individuen wegens hun seksuele oriëntatie of genderidentiteit.

Dankzij de internationale druk werd ook op 11 mei 2011 de bespreking van het voorstel op het laatste moment afgeblazen. Maar ook nu valt te vrezen dat het wetsvoorstel niet helemaal van de agenda is geschrapt, maar slechts werd bevroren. Intussen is er in de tweede helft van mei 2011 een nieuw parlement geïnstalleerd, maar ook in de nieuwe bezetting kan het bevroren wetgevend werk opnieuw worden geagendeerd. In februari 2012 heeft de parlementaire meerderheid in Oeganda opnieuw een wetsvoorstel ingediend om seks tussen personen van hetzelfde geslacht te bestraffen met de doodstraf.

Naast deze wettelijke discriminaties, mogen we ook de andere barrières waar de LGBT-gemeenschap mee in aanraking komt, niet vergeten. Homoseksuelen hebben nagenoeg geen toegang tot gezondheidszorg en counseling en er zijn vaak geen veilige plaatsen waar men elkaar kan ontmoeten. In Oeganda leven 1 200 000 mensen met hiv. Uit het *Crane Survey Rapport* 2010 dat door *Makerere University*, PEPFAR en het Oegandese ministerie voor Volksgezondheid werd uitgevoerd, blijkt dat mannen die seks hebben met mannen nog steeds een substantieel veel hogere kans hebben om hiv-besmet te worden dan heteroseksuele landgenoten. Om hiv en aids effectief te bestrijden moet eerst en vooral meer inspanningen worden geleverd voor de erkenning van homoseksualiteit en het wegwerken van de heersende taboe. Volwaardige toegang tot preventie en gezondheidszorg is een basisvoorwaarde in de strijd tegen de hiv/aids-epidemie.

Op 20 mei 2012 heeft de Oegandese minister van Ethiek en Integriteit Simon Lokodo aangekondigd dat Oeganda 38 niet-gouvernementele organisaties (ngo's) gaat verbieden die volgens het Afrikaanse land "promotie maken" voor homoseksualiteit. De lijst bevat volgens Lokodo zowel Oegandese als internationale organisaties.

LES DROITS DES HOLEBIS DANS LE CADRE DE LA COOPÉRATION BELGE AU DÉVELOPPEMENT

L'Ouganda est l'un des dix-huit pays partenaires de la coopération belge bilatérale directe au développement et relève, à ce titre, du champ d'application de la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, modifiée le 19 juillet 2005.

L'article 3 de cette loi énonce ce qui suit: "La coopération internationale belge contribue (...) à l'objectif général de développement et de consolidation de la démocratie et de l'État de droit, en ce compris le principe de bonne gouvernance, ainsi qu'à l'objectif du respect de la dignité humaine, des droits de l'homme et des libertés fondamentales, avec une attention particulière pour la lutte contre toute forme de discrimination pour des raisons sociales, ethniques, religieuses, philosophiques ou fondées sur le sexe." Par ailleurs, l'article 6, § 1^{er}, prévoit que la "politique en vue de faire disparaître des discriminations et (la) politique d'égalité des chances menée par les autorités du pays partenaire" est l'un des critères à remplir pour être sélectionné comme pays partenaire de la coopération bilatérale directe.

En réponse à une question posée en commission des Relations extérieures de la Chambre le 17 juin 2008, le ministre de la Coopération au développement a confirmé que la dimension du genre mentionnée dans la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge implique que la discrimination sur la base de la préférence sexuelle est interdite. La lutte contre l'homophobie constitue donc bel et bien une mission légale du gouvernement dans le cadre de la coopération belge au développement.

Le 3 mars 2011, la Chambre des représentants a, elle aussi, adopté à l'unanimité une résolution "pour la dépénalisation de l'homosexualité dans le monde".

Plusieurs recommandations y sont formulées à l'intention du gouvernement fédéral. Cette proposition de résolution demande tout d'abord au gouvernement fédéral d'intégrer un chapitre spécifique relatif au respect des droits des LGBT dans les rapports d'évaluation des pays partenaires. La proposition charge par ailleurs le gouvernement de demander aux pays partenaires de mettre en place des programmes d'éducation destinés à sensibiliser leur population au fait que toute discrimination de ce type est interdite. Enfin, le parlement demande au gouvernement d'accorder une place particulière, dans le cadre de sa politique de santé et de droits

HOLEBI-RECHTEN IN DE BELGISCHE ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

Oeganda is een van de 18 partnerlanden van de Belgische directe bilaterale ontwikkelingssamenwerking en valt zo onder de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, gewijzigd op 19 juli 2005.

Deze wet stelt in artikel 3: "De Belgische Internationale samenwerking draagt (...)bij tot de algemene doelstelling van ontwikkeling en versterking van de democratie en van de rechtsstaat met inbegrip van het principe van goed bestuur, alsook tot het respecteren van de menselijke waardigheid, van de rechten van de mens en van de fundamentele vrijheden, met een bijzondere aandacht voor het bestrijden van elke vorm van discriminatie omwille van sociale, etnische, religieuze, levensbeschouwelijke redenen dan wel op basis van het geslacht." En in artikel 6, § 1, wordt "het voeren door de overheden van het partnerland van een politiek ter wegwerking van discriminaties en van een beleid gericht op gelijke kansen" genoemd als één van de criteria om te worden gekozen als partnerland van de directe bilaterale samenwerking.

De minister van Ontwikkelingssamenwerking bevestigde in een antwoord op een vraag in de Kamercommissie voor de Buitenlandse Betrekkingen van 17 juni 2008 dat de in de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking vervatte genderdimensie impliceert dat discriminatie op grond van de seksuele voorkeur verboden is. De strijd tegen de homofobie is bijgevolg wel degelijk een wettelijke taak van de regering in het kader van het Belgisch samenwerkingsbeleid.

Ook de Kamer van volksvertegenwoordigers heeft op 3 maart 2011 unaniem de resolutie goedgekeurd over "de wereldwijde opheffing van de strafbaarstelling van homoseksualiteit".

Hierin werden verschillende aanbevelingen gedaan ten aanzien van de federale regering. Voor eerst werd de federale regering gevraagd om binnen evaluatierapporten van partnerlanden een apart hoofdstuk te wijden aan de inachtneming van de rechten van de LGBT's. Daarnaast werd de regering verzocht om de partnerlanden aan te moedigen educatieve programma's uit te werken om hun bevolking te sensibiliseren voor het verbod op een soortgelijke discriminatie. Ten slotte vroeg het parlement aan de regering om in het kader van haar beleid inzake gezondheid en seksuele rechten ten aanzien van de partnerlanden van de ontwikkelings-

sexuels avec les pays partenaires de la coopération au développement, à la problématique des maladies sexuellement transmissibles chez les LGBT.

Le 9 février 2012, le ministre de la Coopération au développement a déclaré ce qui suit en réponse à une question posée en séance plénière à la Chambre: *“La question est de savoir dans quelle mesure nous devons et pouvons utiliser la coopération au développement comme un moyen d’imposer certaines revendications politiques. Dans cette hypothèse, les droits de l’homme et d’autres revendications politiques servent de conditions préalables. Parallèlement à la violation des droits de l’homme liée à la discrimination et à la criminalisation de l’homosexualité, il y a la violation constante de toute une série d’autres droits de nature sociale et économique. Nous devons veiller à ne pas réagir de façon trop sélective.”*

La conditionnalité de l’aide au développement a sans doute déjà fait l’objet de très nombreuses publications. Nous estimons toutefois que, dans sa réponse, le ministre de la Coopération au développement insinue erronément que le droit de la population ougandaise de bénéficier de l’exercice de droits sociaux et économiques doit dépendre des pays donateurs. Or, ce n’est pas aux pays donateurs, pour autant qu’il soient désignés, qu’il appartient d’établir la hiérarchie des droits humains dans les pays partenaires. D’autre part, la conditionnalité permet de ramener à de meilleurs sentiments les autorités du pays partenaire, certainement lorsque l’exercice de droits humains fondamentaux est en cause, et qu’une aide de 64 millions destinée à la population est mise dans la balance.

Relations bilatérales entre la Belgique et l’Ouganda

Actuellement, la coopération belge au développement est en pleine phase de préparation d’un nouveau Programme indicatif de coopération (PIC) avec l’Ouganda. En effet, l’ancien PIC, qui datait de novembre 2008 et qui couvrait la période 2009-2012, touche quasiment à sa fin. Dans le cadre du PIC actuel, la Belgique a alloué un budget de 64 millions d’euros pour la collaboration avec l’Ouganda, promouvant ainsi ce pays au rang de quatrième plus grand pays partenaire de la coopération belge au développement.

Dans le cadre de ce PIC, la Belgique porte une attention particulière aux thèmes transversaux de l’environnement, de l’économie sociale et des droits de l’enfant, mais aussi de l’égalité des genres. Avec un budget annuel de 750 000 euros pour les bourses d’études locales, la Belgique gère ce qui est — de loin — le plus vaste programme de bourses en Ouganda.

samenwerking bijzondere aandacht te schenken aan seksueel overdraagbare ziektes bij LGBT’s.

De minister van Ontwikkelingssamenwerking stelde op 9 februari 2012 in zijn antwoord op een plenaire vraag in de Kamer van volksvertegenwoordigers: *“het is de vraag in hoeverre ontwikkelingssamenwerking moet en kan worden gehanteerd als een instrument om welbepaalde politieke eisen af te dwingen. Het betekent dat we mensenrechten en andere politieke eisen hanteren als voorafgaande conditie. Tegenover de schending van mensenrechten op het vlak van discriminatie en criminalisering op het vlak van seksuele geaardheid, staat de voortdurende schending van een hele reeks andere rechten, met name ook sociale en economische rechten. We moeten erover waken niet te selectief te reageren.”*

Over de conditionaliteit van ontwikkelingssamenwerking is wellicht al een hele bibliotheek volgeschreven. Ik meen echter dat de minister van Ontwikkelingssamenwerking met zijn antwoord verkeerdelijk insinueert dat het van een donorland moet afhangen of de Oegandese bevolking kan genieten van de uitoefening van sociale en economische rechten. Het is niet aan een donorland, voor zover aangewezen, de hiërarchie van de rechten van de mens te bepalen in een partnerland. Anderzijds kunnen de autoriteiten van het partnerland via een conditionaliteit tot betere gedachten worden aangespoord, zeker als de uitoefening van fundamentele mensenrechten het geschil uitmaken, en ook als hierdoor 64 miljoen aan ondersteuning aan de bevolking in de weegschaal wordt gelegd.

Bilaterale relaties tussen België en Oeganda

Op dit eigenste moment zit de Belgische ontwikkelingssamenwerking in de voorbereidingsperiode van een nieuw Indicatief Samenwerkingsprogramma (ISP) met Oeganda. Het vorige ISP, voor de periode 2009-2012 van november 2008 loopt immers bijna ten einde. In het huidige ISP trok België een budget van 64 miljoen euro uit voor de samenwerking met Oeganda, waardoor het land naar de vierde plaats klom in de lijst van grootste partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking.

België schenkt in dit ISP extra aandacht aan de transversale thema’s milieu, sociale economie en de Rechten van het Kind, maar ook gendergelijkheid. Met een jaarlijks budget van 750 000 euro voor lokale studiebeurzen, beheert België veruit het belangrijkste beurzenprogramma in het land.

Au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, la Belgique peut prendre des initiatives pour contrôler la politique des droits de l'homme en Ouganda et formuler des recommandations en cas d'abus. En octobre 2011, l'Ouganda a été soumis à un premier Examen périodique universel au sein du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies. À cette occasion, la Belgique a recommandé d'abroger les lois discriminant la communauté des personnes homosexuelles, bisexuelles ou transgenres (citation littérale: *"Abroger les lois qui établissent une discrimination à l'égard des personnes homosexuelles, bisexuelles ou transgenres"*). Cette recommandation n'a toutefois pas été adoptée par l'Ouganda. Au total, l'Ouganda a rejeté pas moins de 16 recommandations visant à abroger des lois en vigueur instaurant des discriminations fondées sur l'orientation sexuelle.

België kan binnen de schoot van de VN-Mensenrechtenraad initiatieven nemen om het mensenrechtenbeleid in Oeganda te controleren en bij misbruiken aanbevelingen te formuleren. In oktober 2011 werd Oeganda in de VN-Mensenrechtenraad onderworpen aan een eerste *Universal Periodic Review* (Universeel Periodiek Onderzoek). België heeft daarbij de aanbeveling gegeven om wetten die de LGBT-gemeenschap discrimineren terug te trekken. (letterlijk: *repeal laws that discriminate against LGBTs*). Deze aanbeveling werd echter niet aangenomen door Oeganda. In totaal heeft Oeganda maar liefst 16 aanbevelingen verworpen om aangenomen wetten die discrimineren op basis van seksuele oriëntatie af te schaffen.

Bruno TUYBENS (sp.a)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS,

A. soulignant que la Déclaration universelle des droits de l'homme du 10 décembre 1948 énonce, en son article 1^{er}, que “tous les êtres humains naissent libres et égaux (...) en droits”;

B. considérant le Pacte international relatif aux droits civils et politiques du 19 décembre 1966, en particulier les articles 2 et 3 (qui interdisent toute discrimination dans l'application et le respect des droits reconnus dans ledit Pacte), l'article 17 (qui concerne le respect de la vie privée et familiale) et l'article 26 (qui consacre le droit à bénéficier de la protection de la loi sans aucune discrimination);

C. constatant que, le 3 mars 2011, la Chambre des représentants a adopté à l'unanimité une résolution demandant à notre gouvernement d'agir afin de faire en sorte que les holebis ne soient plus criminalisés dans le monde, en fixant des exigences spécifiques à l'égard de nos pays partenaires;

D. soulignant que le ministre des Affaires étrangères a confirmé, lors du Conseil des droits de l'homme de Genève du 1^{er} mars 2012, que la Belgique continue à attacher beaucoup d'importance à la lutte contre tout type de discrimination et que le ministre était préoccupé, en particulier, par la tendance de certains pays à pénaliser l'orientation sexuelle;

E. considérant la réponse du ministre des Affaires étrangères à une question parlementaire écrite publiée le 16 avril 2012, dans laquelle il confirme que la défense des droits des holebis relève de ses priorités en matière de droits de l'homme;

F. soulignant que l'Ouganda est le quatrième plus grand pays partenaire de la Belgique;

G. considérant que la lutte contre l'homophobie est une mission légale du gouvernement dans le cadre de la coopération belge au développement;

H. se référant à la loi du 25 mai 1999 relative à la coopération internationale belge, en particulier aux articles 3, 4 et 8 qui prévoient que la question du genre devra être abordée de manière transversale dans le cadre du dialogue politique avec les pays partenaires de la coopération belge au développement;

I. soulignant que l'actuel programme de coopération internationale entre notre pays et l'Ouganda prend fin

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

DE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS,

A. wijst erop dat de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van 10 december 1948, in artikel 1 aangeeft dat “alle menselijke wezens vrij en gelijk (...) in rechten [worden] geboren”;

B. attendeert op het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten van 19 december 1966, in het bijzonder op de artikelen 2 en 3 (die elke discriminatie verbieden bij de toepassing en de inachtneming van de in het voormelde Verdrag erkende rechten), artikel 17 (eerbiediging van het privé en het gezinsleven), alsook artikel 26 (recht op wettelijke bescherming, zonder enige discriminatie);

C. stelt vast dat er in de Kamer van volksvertegenwoordigers op 3 maart 2011 een resolutie unaniem is goedgekeurd die onze regering vraagt werk te maken van de wereldwijde opheffing van criminalisering van holebi's, met specifieke eisen naar onze partnerlanden;

D. wijst erop dat de minister van Buitenlandse Zaken op de Mensenrechtenraad in Genève van 1 maart 2012 heeft bevestigd dat België veel belang blijft hechten aan de strijd tegen om het even welke discriminatie en dat de minister in het bijzonder bezorgd was over de trends in bepaalde landen om de seksuele geaardheid strafbaar te maken;

E. attendeert op het antwoord van de minister van Buitenlandse Zaken op een schriftelijke parlementaire vraag gepubliceerd op 16 april 2012 waarin de minister bevestigt dat de verdediging van holebi-rechten tot zijn mensenrechtenprioriteiten behoort;

F. wijst erop dat Oeganda het vierde grootste partnerland van België is;

G. attendeert dat de strijd tegen de homofobie een wettelijke taak van de regering is in het kader van het Belgisch samenwerkingsbeleid;

H. wijst op de wet van 25 mei 1999 betreffende de Belgische internationale samenwerking, in het bijzonder op de artikelen 3, 4 en 8, die bepalen dat de genderkwestie transversaal aan bod zal komen in het kader van de politieke dialoog met de partnerlanden van de Belgische ontwikkelingssamenwerking;

I. wijst erop dat het huidige internationaal samenwerkingprogramma tussen ons land en Oeganda afloopt

en 2012 et que les entretiens préparatoires en vue d'un nouvel accord de coopération ont donc déjà commencé;

J. soulignant qu'en vertu de la législation ougandaise en vigueur depuis 1950, l'homosexualité continue à être pénalisée et lourdement sanctionnée dans ce pays;

K. considérant que le militant ougandais des droits des holebis David Kato a été brutalement assassiné le 26 janvier 2011;

L. soulignant les déclarations que le ministre des Affaires étrangères a faites en commission des Relations extérieures de la Chambre le 17 mars 2011, dans lesquelles il a précisé avoir demandé plusieurs fois aux autorités ougandaises, dans le cadre de "l'affaire Kato", "d'enquêter sur ces faits et de traduire les coupables en justice";

M. considérant la réponse que le ministre de la Coopération au développement a donnée en séance plénière du Sénat le 12 mai 2011, à la question de savoir quelles actions notre pays entreprendra pour garantir le respect permanent des droits de la communauté LGBT en Ouganda, dans laquelle il a déclaré que "si le parlement ougandais votait quand même la loi, ce serait considéré comme une grave atteinte aux droits de l'homme et se poserait alors la question de savoir si un nouveau programme de coopération est encore opportun";

N. soulignant qu'une nouvelle initiative parlementaire a été prise au mois de mai 2011 en Ouganda par David Bahati en vue d'incriminer encore plus sévèrement la communauté LGBT, en prévoyant dans certains cas la peine de mort;

O. constatant que le président du Conseil européen, la Haute Représentante de l'UE pour les affaires étrangères et le commissaire européen à la Coopération au développement ont vivement condamné cette proposition de loi ougandaise;

P. constatant que, sous la pression internationale exercée par les pays occidentaux et, plus spécifiquement, par les pays donateurs, cette proposition de loi a été rayée par deux fois de l'ordre du jour des travaux du parlement ougandais;

Q. soulignant qu'en octobre 2011, l'Ouganda a rejeté pas moins de 16 recommandations demandant d'abroger la législation établissant une discrimination sur la base de l'orientation sexuelle, l'une d'entre elles ayant été formulée par la Belgique;

in 2012 en bijgevolg voorbereidende gesprekken voor een nieuw samenwerkingsakkoord reeds van start zijn gegaan;

J. wijst erop dat de huidige wetgeving in Oeganda van 1950 homoseksualiteit nog steeds strafbaar stelt én zwaar bestraft;

K. attendeert op de brutale moord op de Oegandese holebi-activist David Kato op 26 januari 2011;

L. wijst op de uitspraken van de minister van Buitenlandse Zaken die in de Kamercommissie Buitenlandse Betrekkingen op 17 maart 2011 heeft verklaard meermaals aan de Oegandese overheid te hebben gevraagd om in "de zaak Kato" "deze feiten te onderzoeken en de schuldigen voor het gerecht te brengen";

M. wijst op het antwoord van de minister van Ontwikkelingssamenwerking in de plenaire vergadering van de Senaat op 12 mei 2011 op de vraag welke stappen ons land zal nemen om de rechten van LGTB-gemeenschap blijvend worden gerespecteerd in Oeganda, waarin hij stelt "Mocht het Oegandese parlement de wet toch goedkeuren, dan zou dat worden gezien als een ernstige aantasting van de mensenrechten en dan rijst de vraag of een akkoord over een nieuw samenwerkingsakkoord nog opportuun is.";

N. wijst erop dat in mei 2011 in Oeganda een nieuw parlementair initiatief is genomen door David Bahati voor nog strengere criminalisering van de LGBT-gemeenschap, waarbij in bepaalde gevallen de doodstraf niet wordt geschuwd;

O. stelt vast dat zowel de voorzitter van de Europese Raad, de Externe Vertegenwoordiger van de EU als de EU-commissaris voor Ontwikkelingssamenwerking dit Oegandese wetsvoorstel scherp veroordeeld hebben;

P. stelt vast dat internationale druk uit het westen en meer specifiek van de donorlanden, dit wetsvoorstel tot twee maal toe van de wetgevende agenda heeft gehaald;

Q. wijst erop dat Oeganda in oktober 2011 maar liefst 16 aanbevelingen heeft verworpen om wetgeving af te schaffen die discrimineert op basis van seksuele oriëntatie, waarvan er één door België was geformuleerd;

R. indiquant que les personnes qui ont un comportement sexuel “différent” sont marginalisées et rejetées, de sorte qu’elles encourent davantage de risques de contracter des maladies sexuellement transmissibles;

S. soulignant qu’en février 2012, la majorité parlementaire en Ouganda a déposé une nouvelle proposition de loi visant à sanctionner de la peine de mort les relations sexuelles entre personnes du même sexe;

T. soulignant l’annonce faite par le ministre ougandais de l’Éthique et de l’Intégrité, le 20 mai 2012, de l’interdiction de 38 organisations non gouvernementales (ONG) qui, selon le pays africain, “font la promotion” de l’homosexualité;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL:

1. de souligner, lors de tout dialogue politique avec les autorités ougandaises, l’importance du respect de l’orientation sexuelle et de l’identité de genre;

2. de faire clairement référence, lors de la négociation d’un nouveau programme indicatif de coopération (PIC) entre la Belgique et l’Ouganda, à l’universalité, l’indivisibilité et l’inaliénabilité des droits universels de l’être humain;

3. d’inclure dans le PIC une clause imposant au gouvernement ougandais l’obligation de prendre des mesures claires en vue de la mise en œuvre d’une politique de non-discrimination envers la communauté LGBT;

4. de faire en sorte que les rapports sur les pays partenaires de la coopération belge au développement comportent un chapitre spécifique consacré au respect des droits des LGBT;

5. de consacrer suffisamment de moyens, dans le cadre du PIC avec l’Ouganda, à la sensibilisation de la société en ce qui concerne les droits fondamentaux de l’homme et, en particulier, les droits des LGBT;

6. de réaliser, dans le cadre de sa politique en matière de santé et de droits sexuels, une analyse situationnelle du groupe cible des LGBT en Ouganda et d’articuler sa politique sur les conclusions de celle-ci;

7. d’investir dans le secteur des soins de santé en Ouganda afin d’en promouvoir l’accessibilité et de veiller tout particulièrement à ce que les LGBT ne subissent aucune discrimination dans ce domaine;

R. geeft aan dat personen met een “ander” seksueel gedrag worden gemarginaliseerd en afgewezen, waardoor zij potentieel meer risico lopen het slachtoffer te worden van seksueel overdraagbare ziektes;

S. wijst erop dat de parlementaire meerderheid in Oeganda in februari 2012 opnieuw een wetsvoorstel heeft ingediend om seks tussen personen van hetzelfde geslacht met de doodstraf te bestraffen;

T. wijst op de aankondiging van de Oegandese minister van Ethiek en Integriteit op 20 mei 2012 om 38 niet-gouvernementele organisaties (ngo’s) te verbieden die volgens het Afrikaanse land “promotie maken” voor homoseksualiteit;

VERZOEKT DE FEDERALE REGERING:

1. dat bij elke politieke dialoog met de Oegandese overheid wordt gewezen op het belang van het respect voor seksuele oriëntatie en genderidentiteit;

2. dat bij de onderhandeling van een nieuw indicatief samenwerkingsprogramma (ISP) tussen België en Oeganda een duidelijke verwijzing wordt gemaakt naar de universaliteit, ondeelbaarheid en onvervreemdbaarheid van de Universele Rechten van de Mens;

3. om in het ISP een clause op te nemen waarbij voorwaarden worden opgelegd aan de Oegandese regering om duidelijke stappen te zetten in de richting van een non-discriminatiebeleid ten aanzien van de LGBT-gemeenschap;

4. bij het opstellen van evaluatierapporten van partnerlanden een apart hoofdstuk te wijden aan de inachtneming van rechten van LGBT’s;

5. om via het ISP met Oeganda voldoende middelen te investeren in de maatschappelijke sensibilisering op het vlak van de fundamentele Rechten van de Mens, in het bijzonder de rechten van de LGBT’s;

6. in het kader van haar beleid inzake gezondheid en seksuele rechten een situationele analyse van de LGBT-doelgroep in Oeganda uit te voeren en haar beleid te baseren op de conclusies die deze analyse oplevert;

7. te investeren in de uitbouw van een toegankelijke gezondheidszorg in Oeganda, waarbij specifieke aandacht gaat naar een non-discriminatorische aanpak van de LGBT’s;

8. d'insister auprès du gouvernement ougandais, tant sur le plan bilatéral que par le biais des instances européennes, pour qu'il annule sa décision d'interdire les ONG précitées.

21 juin 2012

8. om er, bij de Oegandese regering op aan te dringen, zowel bilateraal als via de Europese instanties, om de beslissing tot verbieden van voornoemde ngo's ongedaan te maken.

21 juni 2012

Bruno TUYBENS (sp.a)